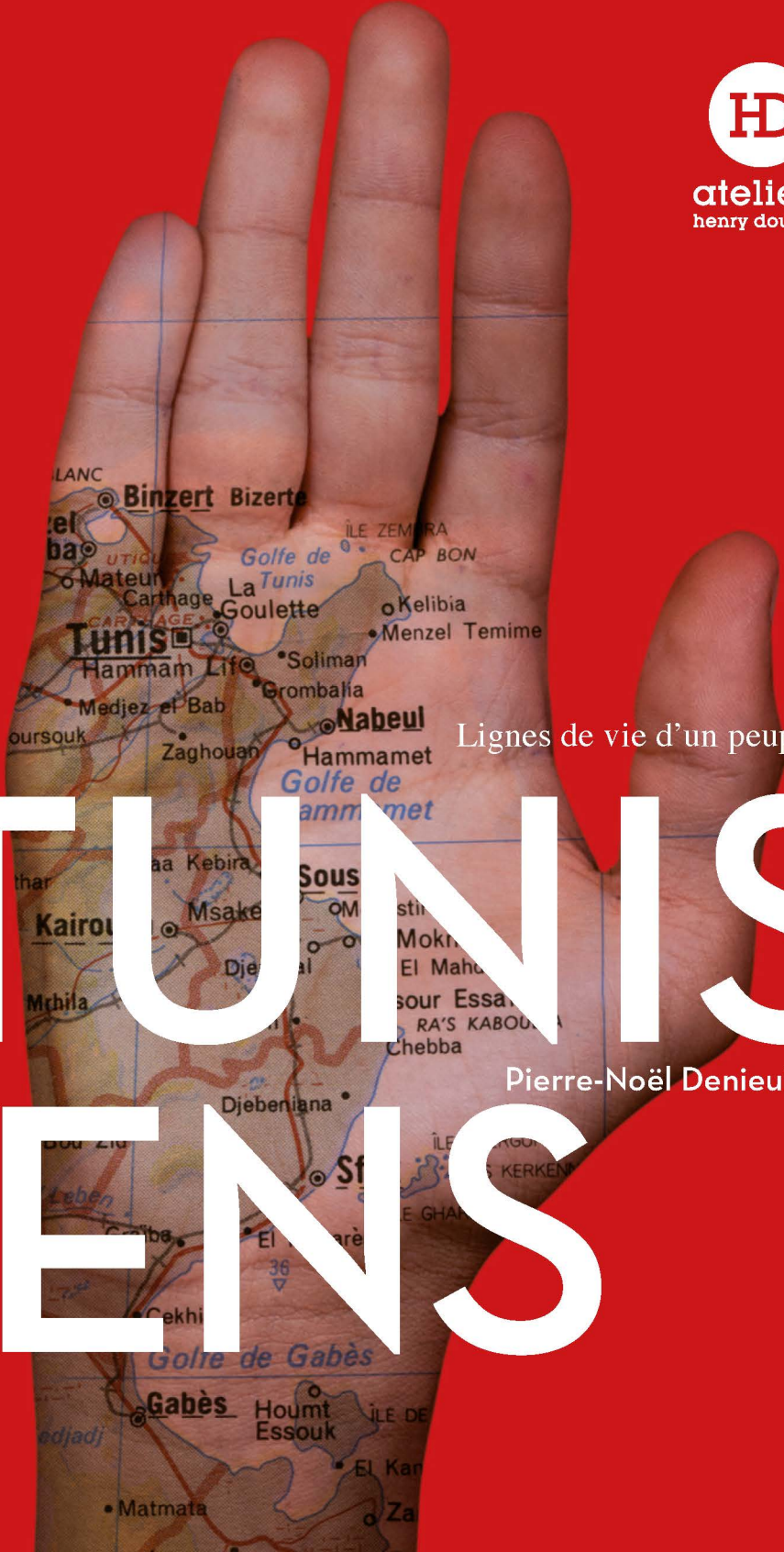




ateliers
henry dougler



Lignes de vie d'un peuple

TUNISIENS

Pierre-Noël Denieuil

TUNISIENS

LIGNES DE VIE D'UN PEUPLE

Pierre-Noël Denieul



SOMMAIRE

- p. 9 ■ Déclaration d'intention
- p. 11 ■ Introduction

CHAPITRE I

LA MOSAÏQUE TUNISIENNE

- p. 18 ■ **Aux origines de la singularité tunisienne**
Entretien avec Sophie Bessis, historienne
- p. 24 ■ **Chérif, enfant terrible de la politique de Bourguiba, de l'école à la prison**
Autoportrait de Cherif Ferjani, professeur d'islamologie
- p. 29 ■ **De la politique à la boutique, militer au quotidien**
Reportage chez Hamaïed, petit commerçant
- p. 34 ■ **L'esprit tunisien modéré, alliance et compromis**
Témoignage de Moncef Ouannès, professeur de sociologie

CHAPITRE II

LES FEMMES, MAILLON FORT DE LA TUNISIE

- p. 40 ■ **Mes combats pour les femmes tunisiennes**
Entretien avec Sana Ben Achour, militante féministe et professeure de droit
- p. 46 ■ **Pourquoi et comment je suis devenue féministe**
Témoignage-portrait de Nadia Benzarti, psychologue et cadre de l'association Beïty
- p. 49 ■ **Se voiler et se dévoiler au fil d'une existence**
Entretien avec Khaoula Matri, anthropologue
- p. 53 ■ **La femme tunisienne dans sa société**
Témoignage de Nédra Ben Smaïl, psychanalyste
- p. 57 ■ **Comment peut-on être écrivaine en Tunisie ?**
Point de vue de Jean Fontaine, Père blanc

CHAPITRE III

LA PAROLE LIBÉRÉE ET LA CIRCULATION DES INFORMATIONS

- p. 62 ■ **La révolution des mots, une thérapie contre la peur**
Entretien avec Olfa Belhacine,
journaliste au quotidien *La Presse*
- p. 67 ■ **Que doit la révolution tunisienne aux outils numériques et aux réseaux sociaux ?**
Rencontre avec Sihem Najjar, professeure
à l'Institut de presse et des sciences de l'information
- p. 71 ■ **Des espaces de débat autour de la vie quotidienne**
Entretien avec Sénim Ben Abdallah,
enseignant et animateur sur Mosaïque FM
- p. 76 ■ **Les Tunisiens dans une société multi-identitaire**
Point de vue de Raoudha El Guedri, sociologue
au Doha Institute For Graduate Studies, Qatar

CHAPITRE IV

RÉSISTANCE ET ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- p. 82 ■ **Mobilisations et nouveaux mouvements sociaux**
Entretien avec Henda Chennaoui, journaliste activiste
- p. 86 ■ **Moi Wissen, militant politique d'avant et d'après la révolution**
Témoignage de Wissen, chroniqueur radio
- p. 90 ■ **Nous Sawssen et Samar, jeunes engagées de la société civile**
Rencontre avec Sawssen et Samar, étudiantes
- p. 94 ■ **La mouvance LGBTQI++ et les idéaux des droits humains**
Rencontre avec Ramy, médecin et cadre associatif
- p. 97 ■ **Moi, Khookha, artiste queer : ma tunisianité est un champ de bataille**
Entretien-portrait avec Khookha McQueer,
artiste militante
- p. 101 ■ **Les ultras, supporters de football en quête de l'extrême**
Point de vue de Mohamed Jouili,
professeur de sociologie

CHAPITRE V

LA TUNISIE DES TRADITIONS, DE LA CULTURE ET DES ARTS

- p. 106 ■ **À la découverte du patrimoine culinaire**
Entretien avec Foued Frini, chef cuisinier
- p. 111 ■ **Le nouveau cinéma :
antihéros et destins ordinaires**
Entretien avec Dora Bouchoucha, productrice de films
- p. 115 ■ **La Boîte, un lieu d'art contemporain
au cœur d'une entreprise**
Reportage au sein du groupe Kilani, entretien
avec Fatma Kilani, enseignante et médiatrice
- p. 119 ■ **L'Art Rue, une traversée des corps et des espaces**
Reportage auprès de l'association L'Art Rue,
avec Aurélie Machghoul et Sofiane Ouissi
- p. 123 ■ **La culture pour ouvrir les consciences**
Entretien avec Sonia M'barek,
artiste et ancienne ministre de la Culture

CHAPITRE VI

TUNISIENS EN FRANCE, TUNISIENS DE FRANCE

- p. 128 ■ **Nous les Tunisiens, et les autres**
Entretien avec Abdelkhalek B'chir,
enseignant-chercheur et artiste
- p. 133 ■ **Des Tunisiens en France, une double présence**
Entretien avec Fatma, psychiatre, et autoportrait
de Djamel, négociant en fruits et légumes
- p. 139 ■ **Des Tunisiens de France, nés en France
et descendants d'immigrés**
Autoportrait de Salima, islamologue, et entretien
avec Samir, entrepreneur en marketing ethnique
- p. 146 ■ **Du centre de rétention au retour au pays**
Autohistoire de Riadh, étudiant, chanteur et musicien

- p. 150 ■ Conclusion

DÉCLARATION D'INTENTION

J'ai connu la Tunisie en 1988 lors d'un colloque organisé à Sfax. Mes recherches portaient à l'époque sur les formes communautaires du développement économique dites *ethno-industrialisation*. La visite de la ville, ses artisans inventifs et ses petits entrepreneurs, leurs réseaux de soutien et d'innovation, leurs valeurs du travail, leur intelligence collective, me séduisirent. Je décidai d'y consacrer mon premier ouvrage en 1992. D'autres travaux suivirent, sur les femmes entrepreneures. J'ai vu chez ces Tunisiennes, qui doivent constamment faire leurs preuves et composer stratégiquement avec leur environnement, le *maillon fort* de la Tunisie, pour une société de mixité et d'innovation.

Les amitiés démultipliées, les empathies nouées avec la population, me guidèrent vers d'autres échanges scientifiques, enseignements universitaires, directions de mémoires et de thèses, création d'un centre d'anthropologie à l'université de Sousse. La Tunisie a été pour moi un laboratoire et un pays d'accueil. Ce phare de la Méditerranée, qui fait face à la Sicile et à la Sardaigne, est devenu mon port d'attache. J'y ai construit mes concepts sur les marges de liberté de l'individu (arrangements, contournements, compromis) dans les contraintes du contexte. J'ai voué mes travaux (que mon statut d'étranger a favorisés) aux Tunisiens eux-mêmes. J'y ai obtenu une reconnaissance scientifique que je ne cherchais pas en France.

L'idée de cet ouvrage est née dès les prémices de la révolution tunisienne lorsque je dirigeais à Tunis, de 2008 à 2013, l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain. J'y ai vécu la fin d'un régime de censure, l'explosion révolutionnaire, la libération de la parole. Je m'y trouvais déchiré entre ma résistance scientifique à une diplomatie autoritaire

et une société tunisienne qui se redécouvrait elle-même. Et depuis, nous continuons d'assister à cette resocialisation de la parole introduite dans le lien social tunisien. Elle fait l'objet de ce livre. ■

Pierre-Noël Denieuil

INTRODUCTION

Les slogans affichent volontiers la « Tunisie amie », la « terre de compromis », le « pays sans bruit ». Considérée pendant vingt-cinq ans comme une destination touristique de masse, la Tunisie a surtout été présentée dans les guides pour voyageurs, de la mer aux oasis et au désert, par ses paysages, son patrimoine antique et contemporain, le charme de ses régions et l'accueil de ses populations. En contrepois de ces images, nombre d'intellectuels y ont plutôt vu un pays de dictature et ne se sont guère intéressés aux vies et aux imaginaires de sa population qu'ils considéraient comme soumise à « la force de l'obéissance ». Tout a changé depuis 2011. La révolution qui s'y est déroulée a aboli la censure, libéré la parole et l'expression, renforcé la confiance en soi et restitué la « dignité » mortifiée par des années d'autoritarisme. Il en résulta durant un an la suspension de la Constitution et le maintien du pays, par des instances de régulation, en état d'apesanteur institutionnelle. Deux années de turbulences s'ensuivirent, en 2012 et 2013. La Tunisie s'y est trouvée tiraillée entre les velléités d'implantation d'un islam politique construit dans les dogmes, et les résistances d'une société civile soucieuse de participer et de rendre cohérente sa « tunisianité ». De ce combat consensuel, sans perdants ni gagnants, naît en janvier 2014 la nouvelle Constitution, suivie d'élections législatives et présidentielles. Les Tunisiens voient leur pugnacité reconnue par un prix Nobel décerné en 2015 pour leur sens du dialogue politique et du consensus national. Depuis, la Tunisie demeure en mutation. Elle apprend à se reconnaître entre espoirs et désenchantement social, politique et économique. En témoigne l'élection en octobre 2019, à une écrasante majorité, d'un président sans parti ni autre programme que de rendre la révolution à son « peuple ».

Le présent ouvrage se veut une première exploration du peuple tunisien au prisme de sa population. Je l'ai construit au fil des rencontres, des témoignages et des entretiens avec des Tunisiens participant, chacun dans sa sphère, à la fabrication de sa société. Leurs projets individuels s'inscrivent dans une destinée collective. Ils convergent autour d'un même imaginaire obsédant depuis 2011 : une liberté (re)trouvée de parler et d'agir dans la pluralité des opinions et des actions. Telle est la grille de lecture de cet ouvrage sur le Tunisien de 2022 : l'adaptabilité idéologique, l'irréductibilité féminine, le goût de s'exprimer, la résistance et l'engagement, la conscience culturelle et le sens de l'altérité.

La Tunisie est un pays plus urbanisé que ses voisins du Maghreb, où les traditions côtières se confrontent aux racines tribales et rurales. Le Tunisien a su aménager ses multiples occupants, s'est construit une personnalité adaptative, encline au compromis. Dès l'indépendance, le président Bourguiba y a édifié une unité nationale en introduisant l'école, l'éducation et la protection sanitaire aux confins du pays. La première religion y a été celle de l'État moderne et développeur, inscrit dans l'identité arabo-musulmane, toutefois en lutte avec ses militants de gauche. L'État indépendant a ouvert la voie au maillon fort du pays, ses femmes. La scolarisation massive des filles ainsi que le Code du statut personnel ont été les premiers garants des droits des femmes. Celles-ci ont investi l'espace public, et se retrouvent dans tous les secteurs de la vie sociale, professionnelle et politique. Par-delà le féminisme d'État, elles ont revendiqué la citoyenneté dès les années 1990. Elles luttent désormais contre la discrimination et les violences, ainsi que pour la reconnaissance de l'égalité dans l'héritage. Et lorsque la femme tunisienne n'est plus en accord avec le discours d'assignation des sexes par la société, elle invente des stratégies d'adaptation afin de préserver sa liberté, telles l'hyménoplastie, les

mille manières de se voiler, l'audace littéraire ou les arrangements financiers avec ses filles.

La Tunisie est entrée depuis 2011 dans une nouvelle phase d'expérimentation des libertés. Tout d'abord par l'explosion des mots (le slogan « Dégage ! » à l'attention du dictateur). Le journalisme est sorti de la censure pour se mettre au service de la société civile, puis s'est engagé dans l'investigation et l'information citoyennes. La parole s'est trouvée portée sur les réseaux sociaux, d'abord par les cyberactivistes, puis elle s'est étendue aux instances de la société civile, associatives, syndicales, politiques. Est née la Tunisie des forums pour évoquer le quotidien dans de nouvelles formes de dialogue. Cette explosion de la parole et de l'écoute s'inscrit dans l'émergence d'une société moderne et multi-informée, où les modèles de référence viennent brouiller les repères entre wahhabisme, arabité, tunisianité et modernité. D'où la propension du pays à de nouveaux mouvements sociaux. La crise de l'emploi a suscité la reprise des terres par des travailleurs de l'oasis de Jemna, les velléités de réappropriation des ressources régionales pétrolières de Kamour au sud. D'autres mouvements ont émergé suite aux déceptions des jeunes dans l'engagement politique et à leur perte de confiance en l'État. Le courant de contestation porte les nouveaux mouvements féministes, et dans leur mouvance les LGBTQI++, avec les idéaux des droits humains contre la criminalisation de l'homosexualité et pour l'expression de ses diversités.

La Tunisie d'aujourd'hui est une mosaïque, telle sa cuisine au croisement des influences berbères, ottomanes, andalouses, européennes et modernes. Le cinéma parle toujours de la société, mais s'intéresse plutôt à des anti-héros, des citoyens ordinaires confrontés dans leur liberté à la dictature d'un proche, à la condition de père de famille ou d'homme. L'art contemporain interroge les identités croisées (religieuses, migratoires). Il aspire à mettre l'art et les artistes au service

de la participation des populations dans les médinas, les villes, les entreprises mêmes, d'y impliquer le secteur privé, de décentraliser les festivals et d'ouvrir les consciences à la culture. Enfin, depuis les années 1960, le Tunisien a su construire tant son identité que son altérité ailleurs, et notamment en France. Il y a d'une part les Tunisiens venus de Tunisie et vivant *en* France, pour ceux qui n'ont pas vécu la clandestinité et le retour forcé. Ils y sont implantés professionnellement, y ont eu des enfants. Leur relation à la Tunisie est ouverte et fière, rythmée par les vacances et le rêve de retour. Elle est aussi celle du projet économique entre les deux rives. Il y a d'autre part les Tunisiens *de* France, descendants d'immigrés et nés en France. Si certains considèrent leur double nationalité comme une richesse, beaucoup déplorent la double absence du *ni français ni tunisien*. La plupart recherchent alors une reconnaissance dans une activité professionnelle de réparation au service du social, du développement ou de la communication pour la diaspora.

14

À l'heure où cet ouvrage est en cours d'édition, on parle beaucoup de la Tunisie. En effet, le 25 juillet 2021, à la suite d'importantes manifestations populaires dans l'ensemble du pays – réclamant le départ du gouvernement en place, la lutte contre la corruption des partis politiques et la fin des incivilités parlementaires, une amélioration du pouvoir d'achat au quotidien dans un État surendetté – le président Kaïs Saïed a décidé la suspension du Parlement, ainsi que la révision de la Constitution. Certains ont parlé de coup d'État, au nom d'une interprétation littérale des textes constitutionnels. D'autres y ont vu l'application stricte de l'article 80 donnant tout pouvoir au président en cas de mise en danger pour le pays. Si les premiers se sont appuyés sur la légitimité juridique de la Constitution pour stigmatiser un coup d'État, les seconds ont estimé que la révolution se poursuivait, que la légitimité de la

revendication populaire devait l'emporter sur un droit ne remplissant plus ses devoirs, et que la situation du pays nécessitait l'intervention de son président. Ce dernier a d'ailleurs été plébiscité dans les sondages.

Il ressort de cette crise sociale, économique et politique la nécessité pour la Tunisie de revoir sa Constitution établie en 2014 sous l'égide du parti politique tenant alors les rênes du pouvoir. Cette révision devrait s'orienter vers un régime qui réhabiliterait l'autorité présidentielle face au Parlement, dont les prochains élus ne seraient plus forcément issus des partis en place. Et qui donnerait plus de capacités d'intervention aux régions et aux autorités locales.

Si l'on s'en tient au point de vue exprimé dans les revendications du peuple tunisien, les récents événements de 2021 ne se sont pas apparentés à un coup d'État et n'ont donné lieu à aucune violence. Un nouveau gouvernement, soutenant la lutte contre la corruption, conduit par une femme non impliquée dans les partis politiques, vient d'être formé à l'automne 2021.

On le voit dans ces actions, la Tunisie demeure un pays de négociation et de recherche d'accords. Nous touchons ici à l'esprit d'un peuple et à ses lignes de vie, tels qu'en témoignent les divers narrateurs ici réunis : quête du consensus, conscience du dialogue, militantisme d'une révolution en mouvement, diversité culturelle et sens de l'autre. Ainsi, au-delà même des événements politiques qui ne sont pas l'objet de cet ouvrage, c'est une partie, structurante et plus atemporelle, reflétant les multiples lignes de vie de ce que d'aucuns ont nommé l'« âme tunisienne », ou encore la « tunisianité », que ce livre a souhaité dévoiler. Cet état mental collectif, dont les femmes constituent le maillon fort, est certainement, et demeurera au fil de ses évolutions, le socle de base de tous les changements qui traverseront la Tunisie dans les années à venir. ■

CHAPITRE I

A MOSAÏQUE TUNISIENNE



A

UX ORIGINES DE LA SINGULARITÉ TUNISIENNE

Sophie Bessis est historienne, agrégée d'histoire. Elle a été rédactrice en chef de *Jeune Afrique*, secrétaire générale adjointe de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, auteure entre autres de *Les Valeureuses : cinq Tunisiennes dans l'histoire* (Tunis, Elyzad 2017) et *Histoire de la Tunisie : de Carthage à nos jours* (Paris, Tallandier 2019). Notre entretien s'est effectué à son domicile parisien peu avant son départ pour la banlieue de Tunis où elle réside partiellement. La conversation s'est recentrée d'entrée de jeu sur les spécificités d'une identité tunisienne.

Les particularités géographiques, historiques et politiques de la Tunisie ont-elles contribué à lui construire une identité ?

18

Je parlerais plutôt d'une singularité tunisienne forgée dans l'histoire et en référence à une géographie particulière. La Tunisie est avec l'Italie le seul pays de la Méditerranée qui regarde à la fois ses bassins oriental et occidental. Elle se différencie ainsi de l'Algérie et du Maroc, moins exposés historiquement aux influences de l'Orient. Par l'importance de sa façade côtière, la Tunisie est ouverte aux vents marins, c'est-à-dire à l'échange commercial. C'est aussi un pays plat, dont le plus haut sommet atteint 1 500 mètres contre 4 000 au Maroc et 3 000 en Algérie. C'est donc un territoire où l'on circule facilement et qui a connu d'innombrables vagues d'invasisseurs qui finirent tous par devenir tunisiens. Ces permanences géo-historiques ont forgé une personnalité ouverte de petite contrée accessible. Mais, depuis la plus haute Antiquité, il y a aussi un pays intérieur qui a d'autres logiques, y compris climatiques. Alors que les zones côtières sont marquées par la sédentarité de sa population et de son agriculture, par le commerce international et

la pêche, les régions de l'intérieur sont celles de la steppe, du nomadisme, du pastoralisme et de la transhumance. Je ne parlerais pas de conflit, mais il y a toujours clivage entre ces deux parties. Le bloc du nord-ouest et du centre-sud à la frontière avec l'Algérie entretient une culture de la dissidence : toutes les révoltes depuis la plus haute Antiquité, depuis la guerre des mercenaires carthaginois, puis sous l'Empire romain, partent du triangle Sidi Bouzid/Kasserine/Thala, et pas des régions maritimes. Ce clivage, qui fait permanence, s'endort ou se réveille selon les périodes.

Ce clivage n'est-il pas aussi entretenu par l'une des caractéristiques fortes de la Tunisie : une permanence de l'urbanité et de la petite citadinité ?

Oui, même si les citadins ont été minoritaires jusqu'à l'époque contemporaine, environ 15 % de la population était urbaine, contre à peine 5 % dans les autres pays du Maghreb. Carthage était la troisième ville du monde romain après Rome et Alexandrie. La Tunisie étant devenue un des « greniers de Rome », de nombreuses élites locales romanisées se sont formées dans tout le pays. La conquête arabe a inauguré une période où le pouvoir s'est transféré à l'intérieur. Carthage a été remplacée par Kairouan, le commerce terrestre caravanier et négrier s'est développé. La Tunisie tribale a ensuite été renforcée par les invasions hilaliennes au milieu du XI^e siècle, qui ont parachevé son arabisation. Quant aux dernières minorités chrétiennes, elles ont disparu au XII^e siècle du fait des persécutions almohades. Avec l'installation de la dynastie hafside, le biais côtier reprend le dessus et la capitale se déplace de Kairouan à Tunis, marquant une hégémonie durable de la Tunisie côtière sur celle de l'intérieur. Toutefois, à partir du XVII^e siècle, les deux dynasties mouradite et husseinite ont eu de constantes stratégies d'autochtonisation et d'alliances matrimoniales avec les tribus. Les beys épousaient les filles

des grandes tentes et beaucoup sont à moitié turcs, mame-louks, moitié locaux et arabes.

Comment se construit cette singularité tunisienne au XIX^e siècle, à l'époque coloniale, au temps du réformisme et des luttes de libération nationale ?

À partir du début du XIX^e siècle, la configuration géopolitique de la Méditerranée change et le réformisme tunisien connaît sa première expression avec le règne d'Ahmed Bey à partir de 1830, sous la pression des impérialismes européens. En 1830 a débuté la conquête de l'Algérie, et la France est devenue une puissance frontalière de la régence de Tunis. Sur le plan interne, il faut noter que la plupart des élites côtières opératrices du réformisme sont mameloukes, donc d'origine étrangère. La Tunisie intérieure se montre vite rétive à ces réformes imposées de l'extérieur, et le clivage avec la côte s'accroît. En 1864, la révolte antifiscale du pays intérieur écrasé par l'augmentation des impôts en est l'acmé. Rejointe par les populations côtières, elle se transforme en révolte contre les réformes, et revendique le retour à l'ordre ancien : on veut la fin des tribunaux civils et la restauration du droit charaïque, la fin de l'égalité des minorités et notamment celle des Juifs. La répression féroce de cette révolte par le pouvoir beylical creuse encore le clivage entre les régions dissidentes et celles restées fidèles à l'autorité. La colonisation française à partir de 1881 s'accompagne d'une exploitation économique, illustrée entre autres par la colonisation foncière des grandes zones céréalières du nord-ouest qui dépossède ses habitants, acculés à la misère. Les rares industries sont concentrées sur la façade côtière dont la propriété rurale a été peu touchée par la colonisation et dont les habitants sont moins perdants que ceux des grandes zones de colonisation. Le littoral s'enrichit plutôt et les villes de Sfax, Sousse, Tunis croissent. Plus éduquées, rapidement devenues bilingues, les

élites du mouvement de libération nationale sont côtières. Elles sont d'abord issues de la vieille bourgeoisie tunisoise, puis sont remplacées dans les années 1930 par la petite bourgeoisie du Sahel, représentée par Bourguiba. Elles dirigent le mouvement de libération nationale, mais quand il passe à sa phase militaire au début des années 1950, les fellaghas sont des hommes de l'intérieur. Ce sont eux qui, au nord-ouest et au centre-sud, prennent les armes contre le colonisateur.

La Tunisie a été irriguée par le cosmopolitisme des influences tant ottomanes qu'européennes. Peut-on alors détecter, à l'orée de l'indépendance de 1956, les prémices d'une Tunisie laïque ?

Bien que Bourguiba et son parti n'aient pas été nationalistes arabes, il n'en demeure pas moins que le substrat identitaire a été l'arabité et la religion que le Néo-Destour a toujours instrumentalisée. Par exemple, au début des années 1930, la France encourageait les naturalisations, notamment parmi la minorité maltaise, de façon à renforcer sa population face aux Italiens. Une poignée de musulmans s'est naturalisée, à laquelle Bourguiba a refusé l'enterrement en cimetière musulman, assimilant la naturalisation à l'apostasie. À l'indépendance, dès l'élection de l'Assemblée constituante en 1956, le fameux article 1 est adopté : la Tunisie est un pays indépendant et souverain, sa langue est l'arabe, et sa religion l'islam. C'est pourquoi on ne peut pas dire que le régime bourguibien a créé une Tunisie laïque : il l'a incontestablement sécularisée, mais pas laïcisée. Par ailleurs, les premières années de l'indépendance ont vu s'éteindre le cosmopolitisme tunisien : les Français sont partis, ce qui était normal. Mais aussi les Italiens, qui étaient majoritairement des « petits Blancs », puis la majorité des Juifs. La Tunisie indépendante a homogénéisé le peuple tunisien devenu arabo-musulman à plus de 99 %. Cela n'a toutefois pas empêché la sécularisation, la poursuite du

bilinguisme au début de l'indépendance, ainsi que l'égalité juridique de tous les citoyens. Le vrai Dieu de Bourguiba était l'État comme opérateur de la nation, du développement, de l'économie, de l'égalité. Il y eut d'abord une politique d'éducation et de santé sans discrimination, écoles et dispensaires ont quadrillé le territoire partout de l'est à l'ouest et du nord au sud, ce qui a facilité l'émergence d'élites de l'intérieur qui ont accédé à des responsabilités dans la fonction publique. La politique de Ben Salah de 1962 à 1969 a également consisté à créer des « pôles de développement » industriels sur tout le territoire. Puis, dans les années 1970, les choix économiques de la Tunisie tournés vers l'exportation de biens manufacturés ont de nouveau privilégié le littoral. Il faut aussi intégrer les données démographiques de l'exode rural qui a transféré une partie des populations intérieures vers les banlieues des grandes villes côtières.

22

Cette modernité nationale voulue par Bourguiba est celle de la femme tunisienne ?

Le féminisme tunisien commence dans les années 1920 sous l'influence des pays qui ont connu une expérience réformatrice, l'Égypte puis la Syrie. C'est là qu'ont été créées les premières écoles de filles musulmanes. La première revendication des féministes arabes a été l'abolition de l'obligation du port du voile. Le syndicaliste Tahar Haddad a défendu dans les années 1930 l'émancipation des femmes et l'abolition de la polygamie. La lutte de libération nationale est toutefois paradoxale, car elle relègue les revendications des femmes (« ce n'est pas le moment ») tout en stimulant leur accession à l'espace public. Des associations de femmes ont vu le jour dès les années 1930, soit liées au mouvement nationaliste, soit au Parti communiste, comme l'Union des femmes et l'Union des jeunes filles de Tunisie. Elles ont été dissoutes au début de l'indépendance et remplacées par l'UNFT (Union nationale de la femme

tunisienne), d'abord dirigée par Radhia Haddad, militante destourienne de longue date. Bourguiba a aidé l'émancipation des femmes avec la scolarisation massive des filles et le Code du statut personnel (statut juridique de la femme, consentement mutuel des époux au mariage et au divorce, abolition de la polygamie et une série d'autres dispositions émancipatrices). Mais le Code est loin de l'égalité des sexes et reste marqué du sceau de la masculinité et du référent islamique (inégalité dans l'héritage). La fin des années 1970 voit l'émergence du féminisme contemporain, qui grandit dans le contexte de la montée de l'islam politique. Ce féminisme s'est trouvé confronté à plusieurs défis. Le premier était d'accroître le domaine des droits pour arriver à l'égalité. Le deuxième était de lutter contre l'hégémonie du paradigme religieux qui vise avant tout les femmes. Le troisième était de ne pas être instrumentalisé par un pouvoir dictatorial qui vendait l'image des femmes libérées comme vitrine de sa modernité. Sous Ben Ali, à partir des années 1990, les féministes ont dit : le féminisme n'est pas notre seul combat et nous devons agir contre la dictature et pour la citoyenneté dans la démocratie. Cette conscience de la double oppression (comme femme et comme citoyenne) s'est imposée dans l'espace public avec l'ATFD (Association tunisienne des femmes démocrates) et l'AFTURD (Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement) comme chantres de l'opposition à la dictature et en préambule de la révolution. Depuis, elles ont toujours été présentes, très représentées dans la Haute Instance en 2011 ou en 2012 face au pouvoir islamiste : contre la fausse complémentarité hommes-femmes, contre l'introduction de la charia dans la Constitution. Et, en 2014, le président Caïd Essebsi est élu en grande partie grâce au vote des femmes. ■

C HÉRIF, ENFANT TERRIBLE
DE LA POLITIQUE DE BOURGUIBA,
DE L'ÉCOLE À LA PRISON

Chérif Ferjani est professeur honoraire d'islamologie et de sciences politiques à l'université Lyon-II, auteur de nombreux ouvrages sur l'islam. Il témoigne de la destinée remarquable d'un fils de nomades et de sa dette à l'égard de la politique de Bourguiba, père de l'indépendance, à qui il doit tout : à la fois son parcours d'études, sa carrière, mais aussi les années de prison que son régime a fait subir à toute une jeune génération de militants de gauche.

« Je suis né dans une famille de nomades, côté paternel, et sédentaires, côté maternel. Ma naissance remonte à l'hiver 1947-1948. Mes parents se sont quittés trois mois après leur mariage. Ma mère m'a mis au monde dans la ferme d'un colon chassé par son père du temps de la colonisation, entre Zaghouan et Sbikha. Bandit de grand chemin, mon grand-père maternel taxait les caravanes remontant au nord avec des dattes et de l'huile d'olive, ou se dirigeant vers le sud avec du blé. Il volait aussi les troupeaux de passage. Dix mois après ma naissance, mon père vint me chercher et me confia à ma tante. C'est elle qui m'a inscrit à ma première école coranique, où j'ai appris à lire et écrire en mémorisant le Coran avant d'aller en primaire.

Dès 1956, la politique de Bourguiba s'est illustrée par la construction d'écoles partout, dans les villes et dans les coins les plus reculés. À la création de l'école de Blata en 1957, en pleine steppe kairouanaise, mon oncle, le chef de la famille réunie autour de ma grand-mère paternelle, a décidé de scolariser le cadet de ses enfants, né en 1951, ainsi que moi, l'unique fils de son frère, et un des enfants de sa nièce. Les autres devaient rester pour le troupeau. N'ayant pas le bulletin de naissance exigé pour l'inscription, mon oncle m'attribua l'identité de son deuxième fils, né en 1946. Le chargé des

inscriptions précisa qu'on ne pouvait inscrire que les enfants nés après 1948. Mon oncle lui prit son stylo et changea le 6 en 9 ! Contrarié par la perte de son unique paternité, mon père profita de la campagne de généralisation de l'état civil, au début des années 1960, et me rétablit dans mon identité avec Mohamed en plus de Chérif. Sur conseil de mon instituteur, il me déclara né en 1951 pour que je puisse aller au lycée au lieu du collègue professionnel.

C'est à cette politique de Bourguiba que je dois ce que je suis aujourd'hui. D'une certaine façon, les gens comme moi sont ses vrais enfants. Nous avons poursuivi son œuvre d'émancipation et de liberté. Ainsi, quand Ben Ali l'a renversé et a voulu effacer son nom des avenues, il n'y avait que les gens de gauche, que Bourguiba avait mis en prison, pour protester ! On s'opposait à l'autoritarisme de son régime, pas à son œuvre de développement. Bourguiba était un despote éclairé ; nous sommes les enfants de son visage éclairé, celui de la sécularisation et de la modernisation auquel je dois mon parcours. D'autres ont hérité de son visage despotique.

À l'école primaire, pendant les vacances d'été, je donnais des cours particuliers aux élèves des classes inférieures. Mon père faisait les prix selon les revenus des parents. Avec ce que je gagnais, il achetait vêtements et fournitures pour mes cousins et moi-même. Après le primaire, j'ai eu droit à la gratuité : scolarité, internat, trousseau, fournitures scolaires. Le contrat avec mon père était que je ne redouble pas, pour ne pas perdre la bourse.

Dès la première année de collège, le professeur d'arabe, M. Abdelkader Gharbi, m'invitait à ses cours de pensée islamique destinés aux terminales. Il ne jurait que par Sartre. Il m'a donné à lire *La Nausée*. Je n'y comprenais rien, mais je m'efforçais d'aller jusqu'au bout pour ne pas le décevoir ! Il m'a fait lire *L'existentialisme est un humanisme* en arabe ! Grâce à lui, je suis devenu existentialiste. À la bibliothèque, je copiais

Déjà parus dans la même collection

- Les Algériens*, Thierry Perret
Les Allemands, Sébastien Vannier
Les Amazoniens, Nicolas Bourcier
Les Anglais, Éric Albert
Les Argentins, Alice Pouyat
Les Arméniens, Sèda Mavian
Les Belges, Jérémy Audouard
Les Boliviens, Frédéric Faux
Les Brésiliens, Marie Naudascher
Les Bretons, Pierre-Henri Allain
Les Calédoniens, Catherine Laurent
Les Cambodgiens, Éléonore Sok
Les Canadiens francophones, Lysiane Baudu
Les Catalans, Henry de Laguérie
Les Danois, Nicolas Escach
Les Écossais, Étienne Duval
Les Espagnols, Nacima Baron et Sylvia Desazars
Les Finlandais, Jean-Pierre Frigo
Gens du Nord, Geoffroy Deffrennes
Les Guadeloupéens, Caroline Bourguin
Les Indiens, Arundhati Virmani
Les Inuits, Anne Pélouas
Les Irlandais, Agnès Maillot
Les Islandais, Gérard Lemarquis
Les Israéliens, Jacques Bendelac et Mati Ben-Avraham
Les Japonais, Raphaël Languillon-Aussel
Les Jeunes Chinois, Edgar Dasor
Kazakhstan : jeune nation entre Chine, Russie et Europe, Lise Barcellini
Les Lettons, Céline Bayou et Éric le Bourhis
Les Libanais, Laure Stephan
Les Litvaniens, Marielle Vitureau
Les Marseillais, Patrick Coulomb et François Thomazeau
Les Mexicains, Frédéric Saliba
Les Mongols, Antoine Maire
Les Napolitains, Marcelle Padovani
Les Néerlandais, Céline L'Hostis
Les Norvégiens, Vibeke Knoop Rachline
Les Palestiniens, Mélinée Le Priol et Chloé Rouveyrolles
Les Paraguayens, Laurence Graffin
Les Polonais, Maya Szymanowska
Les Québécois, Laurence Pivot et Nathalie Schneider
Les Roumains, Mirel Bran
Les Siciliens, Giovanni Privitera
Les Sud-Africains, Valérie Hirsch
Les Sud-Coréens, Frédéric Ojardias
Les Suisses, Dominique Dirlwanger
Les Thaïlandais, Eugénie Mérieau
Les Tibétains, Marie-Florence Bennes
Les Ukrainiens, Mirel Bran
Les Vietnamiens, Benoît de Tréglodé

Pour en savoir plus
sur les ateliers henry dougier
(catalogues, auteurs, vidéos, actualités...)
vous pouvez consulter notre site internet
www.ateliershenrydougier.com



ateliers henry dougier



@AteliersHD



@ateliershenrydougier

Achévé d'imprimer par Corlet Imprimeur S.A.
14110 Condé-sur-Noireau
N° d'imprimeur : **XXXX**
Imprimé en France